

Acheteur public : Ecole Nationale de l'Aviation Civile
Siège Administratif
7 avenue Edouard Belin CS 54005
31055 Toulouse Cedex 4

Direction service : DFPV/SUPP

Cahier des clauses administratives particulières

Numéro de la consultation : 202500FCS087

Objet de la consultation : Acquisition d'uniformes pour les pilotes instructeurs et élèves pilotes de ligne

Table des matières

ARTICLE 1 - IDENTIFICATION.....	4
ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHE	4
ARTICLE 3 - PERIMETRE DU MARCHE.....	4
ARTICLE 4 - ALLOTISSEMENT	5
ARTICLE 5 - FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE	5
ARTICLE 6 - EXCLUSIVITE DU TITULAIRE	5
ARTICLE 7 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE.....	5
ARTICLE 8 - FRACTIONNEMENT DES PRESTATIONS.....	5
8.1 Tranche ferme	5
8.2 Tranche optionnelle.....	5
ARTICLE 9 - LIEU D'EXECUTION	6
ARTICLE 10 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	6
ARTICLE 11 - MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES.....	6
ARTICLE 12 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
12.1 Représentation des parties.....	6
12.1.1 Représentation de l'acheteur.....	6
12.1.2 Représentation du titulaire.....	6
12.2 Conditions d'exécution.....	7
12.2.1 Emission et exécution des bons de commande	7
12.2.2 Suivi des prestations.....	7
12.3 Obligation du titulaire.....	7
12.3.1 Obligation de conseil.....	7
12.3.2 Obligation d'information	8
12.3.3 Mesures de sécurité	8
12.4 Responsabilité du titulaire.....	8
12.5 Considérations sociales	8
12.6 Considérations environnementales.....	8
12.7 Traitement de données à caractère personnel	9
12.8 Confidentialité et secret des affaires.....	12
12.9 Emballage	13
12.10 Transport	13
12.11 Mode de livraison	13
12.12 Echantillons	13
12.13 Surveillance en usine.....	13
12.14 Constatation de l'exécution des prestations.....	14
12.14.1 Opérations de vérification	14
12.14.2 Constatation de l'exécution des prestations.....	14
12.15 Garantie.....	14
12.16 Primes.....	14
12.17 Pénalités de retard.....	14
ARTICLE 13 - REGIME FINANCIER.....	14
13.1 Forme et contenu des prix	14
13.2 Variation des prix.....	14
13.3 Avances.....	15
13.4 Modalités financières	15
13.4.1 Répartition des paiements.....	15
13.4.2 Intérêts moratoires.....	15
13.4.3 Modalités de facturation	16
13.5 Modifications financières pour circonstances imprévisibles.....	17
ARTICLE 14 - DISPOSITIONS DIVERSES	17
14.1 Echanges dématérialisés.....	17
14.2 Propriété intellectuelle	18
14.3 Sous-traitance.....	18

14.4	Assurances	18
14.5	Autres obligations administratives	18
14.6	Résiliation	19
14.7	Différends	19
14.8	Litiges et contentieux	19
ARTICLE 15 - DEROGATIONS		20

Article 1 - Identification

Le présent accord-cadre est porté par : L'ECOLE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE
ENAC

Adresse : **7 Avenue Edouard Belin**

Code Postal : **31 055**

Ville : **TOULOUSE**

Siret : **193 112 562 00015**

Téléphone : 05.62.17.40.00

Il est représenté par son Directeur Général, ou son représentant le Secrétaire Général.

Présentation de l'ENAC

L'ENAC est l'école de la Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC).

L'ENAC rassemble :

- des programmes de formation différents en France et à l'étranger : ingénieur, pilote de ligne, contrôleur aérien, technicien de l'aviation civile, flight dispatcher, formations post-master etc...
- des stages de formation continue ou de perfectionnement,
- des projets de recherche
- des activités internationales qui conduisent l'ENAC à accueillir des élèves et des stagiaires étrangers

L'ENAC est composée d'un siège administratif à Toulouse et de 8 campus dont un campus spécialisé dans la maintenance de la flotte ENAC. L'Ecole est géographiquement implantée sur 9 sites :

- zone sud, sud-ouest : Montpellier, Carcassonne, Castelnaudary, Toulouse, Muret et Biscarrosse,
- zone est : Saint Yan et Grenoble ;
- zone Ile de France : Melun.

Article 2 - Objet du marché

L'accord-cadre a pour objet l'acquisition d'uniformes pour les pilotes instructeurs et élèves pilotes de ligne.

L'accord-cadre porte sur de la Fourniture.

Code(s) CPV de la consultation : Valeur principale : 18110000 Vêtements professionnels

Article 3 - Périmètre du marché

L'accord-cadre est mono-attributaire.

L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande conformément aux articles R2161-1 et suivants du code de la commande publique sur la base des articles figurant au bordereau des prix unitaires.

Des prestations exceptionnellement non définies pourront être commandées par voie de bons de commande sur la base de devis dûment accepté pour l'acquisition de fournitures en lien avec l'objet de l'accord-cadre dans la limite de 5% du montant total du marché, sans contrevenir aux principes fondamentaux de la commande publique ni à celui de remise en concurrence périodique.

Article 4 - Allotissement

Le marché n'est pas alloti, s'agissant de la réalisation de prestations non distinctes.

Article 5 - Forme et étendue de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour toute sa durée potentielle d'exécution :

- avec un minimum de 20 000 d'euros HT
- avec un maximum de 320 000 d'euros HT.

Le présent marché cessera automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

Article 6 - Exclusivité du titulaire

Le titulaire bénéficie d'une exclusivité pour exécuter les prestations objet du présent marché.

Article 7 - Durée de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée de 1 an à compter du 1^{er} mars 2026 ou de sa notification si elle est postérieure.

Il est reconductible de manière tacite, 3 fois par périodes d'un an, soit une durée totale de 4 ans.

Le titulaire du marché ne peut pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R2112-4 du Code de la commande publique.

En cas de non-reconduction demandé par le pouvoir adjudicateur le délai de préavis est fixé à deux mois.

Le délai de livraison sera fixé dans chaque bon de commande, selon les délais de livraison indiqués par le titulaire dans son offre et sans pouvoir dépasser les délais plafonds indiqués au CCTP.

Article 8 - Fractionnement des prestations

Le fractionnement des prestations en tranches : ne s'applique pas dans le présent accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande.

8.1 Tranche ferme

Sans objet.

8.2 Tranche optionnelle

Sans objet.

Article 9 - Lieu d'exécution

Les livraisons pourront avoir lieu sur tous les centres de l'ENAC : Montpellier, Carcassonne, Castelnaudary, Toulouse, Muret, Biscarrosse, Saint Yan, Grenoble et Melun.

Le lieu de livraison sera indiqué sur chaque bon de commande.

Article 10 - Documents contractuels

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes ;
- Le bordereau des prix unitaires ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé le 30 mars 2021 ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
- Les bons de commande.

Article 11 - Marchés de prestations similaires

L'acheteur peut négocier, avec le titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché de prestations similaires en application des dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

Article 12 - Modalités d'exécution des prestations

12.1 Représentation des parties

12.1.1 Représentation de l'acheteur

Le renouvellement des besoins est délégué à chaque centre ENAC. Un correspondant sera nommé dans chaque centre. La liste de ces correspondants sera communiquée au prestataire à la notification de l'accord-cadre.

L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

12.1.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés à la notification de l'accord-cadre.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

12.2 Conditions d'exécution

12.2.1 Emission et exécution des bons de commande

Les bons de commande seront émis au fur et à mesure de la survenance des besoins.

Les bons de commande seront notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine. Les bons de commande seront transmis par messagerie électronique à l'adresse indiquée par le titulaire lors de la notification de l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG-FCS, le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est la date fixée dans le bon de commande, ou à défaut 48h après la date d'envoi du bon de commande ou la date de l'accusé de réception du bon de commande si elle est antérieure.

Chaque bon de commande, et son éventuelle annexe, précise notamment :

- le numéro du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement nécessaire au dépôt de la facture sur CHORUS)
- la date d'émission du bon de commande
- la référence de l'accord-cadre
- les coordonnées du bénéficiaire (notamment le SIRET nécessaire au dépôt de la facture sur CHORUS)
- la désignation, la quantité des prestations commandées et les jours, heures et lieux de livraison
- le montant total (HT et TTC) du bon de commande
- le cas échéant, la référence au devis accepté

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution peut se prolonger pour une durée de 6 mois après la date de fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

12.2.2 Suivi des prestations

Le titulaire devra se rendre disponible pour être présent à des réunions de revue de contrat quand il y sera invité.

Le titulaire remet annuellement dans les 15 jours suivant la date anniversaire de notification de l'accord-cadre, un bilan annuel des commandes réalisées dans l'année par catégorie et par site.

12.3 Obligation du titulaire

12.3.1 Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dysfonctionnements potentiels au titre de ses prestations.

Le titulaire est ainsi tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

12.3.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

12.3.3 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire est soumise, le cas échéant, aux mesures de sécurité applicables sur les sites sur lesquels il intervient.

12.4 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat pour l'ensemble des prestations.

12.5 Considérations sociales

Le présent accord-cadre comprend un critère social.

12.6 Considérations environnementales

- Emballages

Le titulaire adopte une démarche de réduction des emballages (par exemple : emballage non surdimensionné, livraison en vrac, etc.) et éléments de calage. Il minimise les emballages en plastiques à usage unique et privilégie les emballages réemployables, recyclables, intégrant de la matière recyclée ou biosourcés. » « Les cartons utilisés sont fabriqués à partir de matériaux recyclés. Les pré-conditionnements, conditionnements, et emballages primaires devront être recyclables ou réutilisables.

- Transport

Pour la réalisation des prestations de livraison induites par l'exécution du marché, le titulaire recourt, lorsque les trajets le permettent, à des solutions alternatives au transport routier conventionnel utilisant l'essence ou le diesel comme carburant, et ce, dans un objectif de minimiser leur impact en matière d'émissions de gaz à effet de serre (GES).

Ces solutions alternatives portent, à la discrétion du titulaire :

- sur le recours au transport ferroviaire, fluvial, et/ou à la cyclologistique (ex. vélo cargo) pour le « dernier kilomètre » ;
- sur le type de source d'énergie alimentant les véhicules routiers utilisés (électricité, hydrogène, gaz naturel (GNC/GNL) y compris biogaz, gaz de pétrole liquéfié (GPL), biocarburant non produit à partir d'huile de palme ou de soja, ou carburant de synthèse).

En cas de mobilisation de sa propre flotte de véhicules, le titulaire veille à ce que l'ensemble des conducteurs mobilisés sur le marché soit formés à l'écoconduite. L'écoconduite est une pratique permettant de limiter l'émission de gaz à effet de serre, de polluants atmosphériques ainsi que les dépenses associées à la consommation de carburant.

Les conducteurs doivent être formés à minima chaque année sur toute la durée d'exécution du marché. Le titulaire transmet à l'acheteur, dans le mois suivant la date anniversaire de l'accord-cadre (sous format électronique facilement exploitable), les documents justifiant la formation effective de ses personnels conducteurs à l'écoconduite : relevé annuel des sessions de formation des conducteurs, dates auxquelles elles ont eu lieu, durée, effectifs concernés, etc.

En cas d'externalisation de la prestation de transport, le titulaire incite les prestataires auxquels il fait appel à respecter cette obligation dans le cadre de l'exécution du marché. » Labellisation

environnementale des prestataires de transport « Pour les prestations externalisées de transport routier de marchandises réalisées dans le cadre du marché, le titulaire recourt aux transporteurs détenteurs du label Objectif CO2 délivré dans le cadre du programme « Engagements Volontaires pour l'Environnement des acteurs de la chaîne logistique et du transport de voyageurs » (EVE) ou démontrant un niveau de performance équivalent. À chaque date d'anniversaire de la notification de l'accord-cadre, le titulaire informe l'acheteur de la part annuelle des transporteurs routiers détenteurs du label Objectif CO2 ou équivalent mobilisés pour la réalisation du marché et transmet les justificatifs appropriés (ex. attestation de labellisation en cours de validité).

- Bilan des Emissions de Gaz à Effet de Serre : BEGES

En application de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, il est exigé des titulaires soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement, de communiquer à l'acheteur leur BEGES et le plan de transition associé dans un délai maximum de 6 mois après la notification du marché.

Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché.

Si le BEGES communiqué après notification du marché arrive à échéance durant l'exécution du marché, un nouveau BEGES (et le plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard 30 jours après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page. Toutefois, les titulaires lorsqu'ils transmettent les informations relatives au plan de transition, peuvent renvoyer vers la section de leur rapport de gestion ou de leur rapport sur la gestion du groupe prévue aux articles L. 232-6-3 et L. 233-28-4 du code de commerce, selon le cas, sous réserve que ce plan soit facilement identifiable et comprenne les descriptions mentionnées à l'alinéa précédent spécifiques aux activités exercées sur le territoire national.

12.7 Traitement de données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné " le règlement européen sur la protection des données ".

Les dispositions suivantes ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant, au sens du règlement européen sur la protection des données, désigné le titulaire, s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement, désigné l'acheteur, les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute

autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public,

- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,

- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Droit d'information des personnes concernées

Le titulaire, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doivent être convenus avec l'acheteur avant la collecte de données.

Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à dpo@enac.fr.

Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : mail adressé à : dpo@enac.fr.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Après accord de l'acheteur, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente (la CNIL), au nom et pour le compte de l'acheteur, les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et, si possible, 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;

- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant ;
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

Pénalités

En cas de méconnaissance de la réglementation liée à la protection des données à caractère personnel et des stipulations du présent document, les pénalités suivantes seront appliquées :

Pénalité forfaitaire de 50 euros par infraction pour toute infraction constatée aux dispositions ci-dessus.

12.8 Confidentialité et secret des affaires

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution de l'accord-cadre puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un accord-cadre de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

12.9 **Emballage**

La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport. Elle est de la responsabilité du titulaire. Par dérogation à l'article 20.2.2 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur est propriétaire des emballages.

12.10 **Transport**

Conformément à l'article 20.3 du CCAG-FCS, le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

12.11 **Mode de livraison**

Chaque livraison sera accompagnée d'un bon de livraison pour servir de preuve de service fait.

12.12 **Echantillons**

Les échantillons fournis par le titulaire de l'accord-cadre lors de sa soumission seront conservés par le pouvoir adjudicateur pour servir de base à la constitution du « size kit » ainsi que pour vérifier la qualité des fournitures livrées.

12.13 **Surveillance en usine**

Conformément à l'article 22 du CCAG-FCS, l'ENAC pourra effectuer une surveillance en usine ou dans les ateliers où seront effectuées toutes les phases de fabrication.

12.14 Constatation de l'exécution des prestations

12.14.1 Opérations de vérification

Les opérations de vérification sont effectuées en application des articles 27 et 28 du CCAG-FCS, sur la base du bon de livraison transmis avec chacune des livraisons.

12.14.2 Constatation de l'exécution des prestations

Les décisions après les opérations de vérification sont effectuées en application de l'article 30 du CCAG-FCS, et notamment l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations.

12.15 Garantie

Conformément à l'article 33 du CCAG-FCS.

12.16 Primes

Sans objet.

12.17 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel de livraison est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 100 €TTC par jour de retard constaté.

Article non conforme au cahier des charges ou aux normes en vigueur : 40 €TTC par article non conforme et par jour jusqu'à son remplacement.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, les pénalités ne sont pas plafonnées.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire est redevable de la totalité des pénalités due.

Article 13 - Régime financier

13.1 Forme et contenu des prix

Les prix unitaires figurent dans le bordereau de prix et le cas échéant dans les devis établis par le titulaire et dûment acceptés par l'ENAC en cas de commandes exceptionnelles sur devis pour des articles ne figurant pas au BPU mais en lien avec l'objet du marché.

Les prix sont réputés inclure :

- tous les frais afférents à la réalisation des prestations, ainsi que les frais de livraison ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;

13.2 Variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant à la date de remise de l'offre par le titulaire.

Les prix unitaires du bordereau des prix sont fermes la première année d'exécution puis révisables en hausse comme en baisse annuellement à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre selon la formule suivante :

$$P(n) = P(o) [0.15 + (0.75 \text{ Textile}(n)/\text{Textile}(o)) + (0.10 \text{ Transports}(n)/\text{Transports}(o))]$$

où :

" Pn est le prix révisé

" Po est le prix initial du marché

" Textile(n)/Textile(o)) sont, respectivement, la dernière valeur connue de l'indice 010764101-Autres textiles-Produits de l'industrie textile 2021 publié mensuellement par l'INSEE à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre et au mois 0.

" Transports(n)/Transports(o)) sont, respectivement, la dernière valeur connue de l'indice 010764101-Autres textiles-Produits de l'industrie textile 2021 publié mensuellement par l'INSEE à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre et au mois 0.

Unité :

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

- Clause de sauvegarde :

Si le calcul du nouveau prix entraîne une augmentation de plus de 5% par rapport aux prix initiaux, l'ENAC et le titulaire pourront fixer d'un commun accord le pourcentage à appliquer. En cas de désaccord, le marché peut être résilié, sans aucun versement d'indemnités, moyennant un préavis de trois mois.

- Modalités d'application :

A la date d'application de la révision de prix, le titulaire adresse dans un délai de 3 mois à compter de cette date anniversaire le détail du calcul de la révision ainsi que le bordereau de prix faisant apparaître les prix révisés, sous format Excel. Il adresse ces éléments à marches-publics@enac.fr. Tant que le titulaire n'a pas transmis les nouveaux prix, les prix de l'année précédente continuent à s'appliquer.

Les prix révisés s'appliquent à compter de la date anniversaire de l'accord-cadre. En cas de transmission tardive des nouveaux prix, les prix révisés s'appliquent dès le 1^{er} bon de commande émis après la validation de cette révision sans effet rétroactif.

13.3 **Avances**

Aucune avance n'est prévue.

13.4 **Modalités financières**

13.4.1 **Répartition des paiements**

Les prestations sont réglées après service fait.

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

13.4.2 **Intérêts moratoires**

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenue de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

13.4.3 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire le mois suivant pour les prestations réalisées le mois précédent et après constatation du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- la référence de l'accord-cadre
- le numéro du bon de commande,
- la date et le lieux de livraison
- la quantité et la dénomination précise des prestations réalisées
- le prix unitaire hors taxes des fournitures livrées
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération le cas échéant

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDFREN
- Par saisie en ligne dans le portail

***** Conformément aux dispositions de l'article 6 du décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif au développement de la facturation électronique dans la commande publique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

En cas de désaccord sur une partie de la facture, L'ENAC s'oblige à payer, dans les conditions prévues ci-dessus, la partie non contestée.

13.5 Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution de l'accord-cadre, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent accord-cadre, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent accord-cadre.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

Article 14 - Dispositions diverses

14.1 Echanges dématérialisés

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents

particuliers du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les décisions ou informations faisant courir un délai courent à compter de l'accusé de réception ou à défaut dans les 48h suivant la date d'envoi de la communication.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent : par messagerie électronique.

14.2 **Propriété intellectuelle**

Sans objet.

14.3 **Sous-traitance**

La sous traitance est interdite.

14.4 **Assurances**

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

14.5 **Autres obligations administratives**

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire via la plateforme **E-ATTESTATION**. **A la notification de l'accord-cadre s'il n'a pas de compte créé sur la plateforme, il recevra un courriel émanant de la subdivision budget de l'ENAC afin de s'y connecter pour déposer ses documents.**

Si le titulaire a recourt à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;

b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

14.6 **Résiliation**

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

L'accord-cadre peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG-FCS (résiliation pour événements extérieurs ou liés à l'accord-cadre, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

- Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a pas le droit à une indemnité de résiliation.

14.7 **Différends**

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

14.8 **Litiges et contentieux**

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Toulouse.

Article 15 - Dérogations

Vous trouverez, ci-dessous, la liste des dérogations au CCAG.

Article du CCAP concerné	Article du CCAG dérogé
12.2.1 - Emission et exécution des bons de commande	3.1.2 – Obligations générales des parties
12.9 - Emballage	20.2.2 – Stockage, emballage, transport et gestion des déchets
12.17 – Pénalités de retard	14.1.1 Pénalités
12.17 - Pénalités de retard	14.1.2 Pénalités
12.17 – Pénalités de retard	14.1.3 Pénalités
14.6 - Résiliation	42 – Résiliation pour motif d'intérêt général